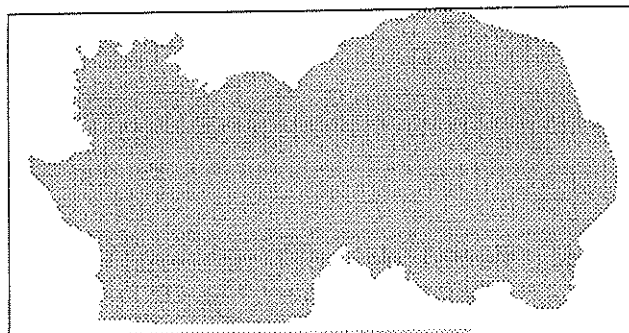
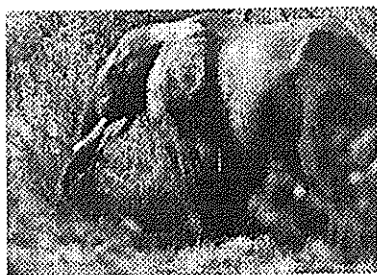
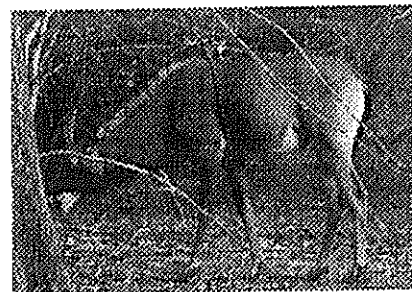


REPUBLIQUE DU SENEGAL
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA PROTECTION DE LA NATURE
DIRECTION DES PARCS NATIONAUX

JOURNEES DE CONCERTATION NATIONALE SUR LE DEVENIR DU PARC NATIONAL DU NIOKOLO Koba



Parc National du Niokolo koba



RAPPORT DE SYNTHESE

Tambacounda, 18 – 19 janvier 2003

Avec l'appui des partenaires :

Programme AGIR

PGIES

PROGEDE



INTRODUCTION

Dans le cadre de sa démarche concertée et participative, le Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature, à travers la Direction des Parcs Nationaux, a organisé des journées de réflexion sur l'avenir du parc national du Niokolo-koba, les 18 et 19 janvier 2003, à Tambacounda .

L'occasion a été ainsi donnée aux populations riveraines du parc, aux représentants des collectivités locales des régions de Tamba et Kolda, aux notabilités coutumières et religieuses, aux services techniques et au secteur privé de se retrouver autour de Monsieur le Ministre de l'Environnement et de la Protection de la Nature, et en présence des autorités administratives, pour échanger et dégager leur différence et leur complémentarité à propos d'un thème aussi sensible que préoccupant, qui est celui lié à la gestion du parc national du Niokolo-koba.

L'initiative de cette concertation, qui se situe dans une logique de partenariat, tient au fait que les profondes mutations, qui sont intervenues tant sur les plans économique que socio-écologique depuis la création de ce parc en 1954, imposent une nouvelle vision quant à la stratégie à mettre en œuvre en vue de garantir la pérennité de ce grand sanctuaire de la diversité biologique .

Tout en restant dans le champ de la politique définie en matière de conservation dont l'objectif est le maintien de la capacité des terres à assurer le développement durable, la préoccupation actuelle porte sur la mise en place des mécanismes et des outils de gestion susceptibles de renforcer la protection du parc national du Niokolo-koba et de favoriser son intégration dans la vie socio-économique comme un paramètre économique productif et créateur d'emplois .

Sous ce rapport, et au regard du contexte actuel qui est caractérisé par une régression du patrimoine génétique naturel et un environnement économique en butte à de nombreux impondérables qu'il n'est pas facile de maîtriser et de mesurer, la voie à explorer doit être celle orientée vers le maintien d'un juste équilibre entre les exigences de développement et la réalité des limitations des ressources naturelles et de la capacité de charges des écosystèmes tout en tenant compte des besoins des générations actuelles et futures.

La nécessité de réaliser un tel pari appelle une réflexion approfondie en ce qui concerne l'approche à envisager .

Pour être pratique, efficace et réaliste, cette approche doit être adaptée aux moyens et aux possibilités des acteurs et des intervenants dans l'optique de concilier la réalité des faits et l'urgence des problèmes à résoudre .

1- DEROULEMENT DES TRAVAUX

1-1 Séance d'ouverture

La séance d'ouverture a été présidée par Monsieur le Ministre de l'Environnement et de la Protection de la Nature.

Dans son discours, qui est intervenu après le mot de bienvenue du représentant du maire de la commune de Tamba, Monsieur le Ministre a rappelé toute l'importance qu'il accordait à ces journées de réflexion qui constituent une étape supplémentaire du processus déjà engagé par son Département pour cultiver un esprit de partenariat entre toutes les parties prenantes à la gestion du parc national du Niokolo-Koba .

Ensuite, Monsieur le Ministre a insisté sur le fait que l'Etat sera toujours présent dans le cadre de la protection et de la surveillance du parc et mettra tout en œuvre pour accomplir sa mission régalienne. Néanmoins, il en a appelé au sens de responsabilités de tous les acteurs et de tous les intervenants en vue de la mise en synergie de tous les efforts et de toutes les initiatives aux fins d'assurer une gestion efficace et durable du parc national du Niokolo-koba sur la base d'une démarche concertée et cohérente .

1-2 Organisation des travaux

▪ Des rapports introductifs

Les rapports présentés à l'effet d'alimenter la réflexion et servir de bases de discussions ont porté sur :

- le rappel de la politique en matière de gestion des aires protégées constituées de parcs et réserves , par le Directeur des Parcs Nationaux ;
- les enjeux et les perspectives liés à la gestion du parc national du Niokolo-koba , rapport introduit par le Conservateur du parc national du Niokolo-Koba ;
- la périphérie du parc National du Niokolo-Koba et la pression sur les ressources, communication du Chef du projet AGIR ;
- analyse des actions en cours au niveau du parc national du Niokolo-Koba et perspectives, rapport présenté par le Professeur Paul NDIAYE, UCAD-GRAST)

Pendant que la communication du Directeur des Parcs Nationaux portait sur un rappel des principaux axes de la politique en matière de conservation au travers un important réseau de parcs et réserves représentant un résumé grandeur nature des principaux écosystèmes du pays : marin, littoral, forestier, de savane soudanienne, celle relative aux enjeux et perspectives liés à la gestion du parc mettait l'accent sur les mesures de conservation mises en œuvre, l'évolution des ressources, les contraintes identifiées et les perspectives d'avenir.

Quant à l'exposé portant sur la périphérie et la pression sur les ressources, la substance du rapport concernait le profil historique, la description des systèmes de production, les relations entre communautés et autorités, les rapports de force sociaux et l'analyse des tendances .

En ce qui concerne le rapport relatif aux actions en cours et perspectives, il renseignait utilement sur le processus de la création du parc, l'évolution territoriale du parc sur les principales menaces pour la gestion des aires protégées. De plus, ce rapport comportait des éléments d'ordre stratégique, notamment l'évolution de la planification et de la gestion des aires protégées, les orientations et les options de gestion .

▪ Des travaux en atelier

A la suite de la présentation des rapports introductifs qui n'a pas été suivie de débats, les travaux se sont déroulés à travers trois ateliers . Chaque atelier avait à débattre d'un thème majeur, lequel étant subdivisé en sous thèmes

La répartition de ces thèmes majeurs entre les ateliers est faite comme suit :

Atelier 1

Thème : Enjeux de développement de la zone périphérique du PNNK

Ce thème est subdivisé en trois sous thèmes que sont :

- identification des opportunités et contraintes ;
- appropriation des mécanismes de développement par les populations rurales ;
- identification des conditions de mise en œuvre (stratégies et moyens) .

Atelier 2

Thème : Découpage spatial et réorganisation administrative du PNNK

Ce thème comprend quatre sous thèmes, à savoir :

- identification des possibilités de zonage du parc ;
- pertinence et mécanismes de coordination administrative ;
- mise en place d'un cadre de concertation des différents acteurs ;
- stratégies et moyens de mise en œuvre.

Atelier 3

Thème : Emergence et implication du secteur privé dans la gestion du parc

Tout comme le premier, ce thème compte aussi trois sous thèmes ainsi libellés :

- opportunités et limites ;
- identification des possibilités de partenariat avec la DPN et les populations locales ;
- stratégies et moyens de mise en œuvre .

2- RESULTATS DE LA REFLEXION

Les principaux résultats, obtenus à l'issue des travaux au sein des ateliers et approuvés lors de la séance plénière, sont, ci-dessous, reproduits comme tels

2-1 Résultats liés au thème relatif aux enjeux de développement de la zone périphérique du PNNK

▪ De l'identification des opportunités et contraintes

❖ Opportunités

- présence de projets dont les activités sont génératrices de revenus ;
- bonnes perspectives pour le développement de l'écotourisme en raison des potentialités que recèle la périphérie dans ce domaine ;

- développement de l'élevage de la faune sauvage ;
- les textes de lois de la décentralisation qui favorisent une véritable dynamique de participation des populations dans la gestion des ressources de leurs terroirs ;
- l'existence des structures de concertation au niveau local ;
- la disponibilité des bailleurs de fonds à appuyer et soutenir les initiatives à la base ;
- prise de conscience et engagement des populations à assurer une gestion rationnelle et durable des ressources naturelles.

❖ Contraintes

- pauvreté qui enferme les populations dans un piège autodestructeur de leur environnement ;
- pénurie foncière se traduisant par des conflits, un empiètement sur l'espace du parc et le développement de la culture de la banane dans l'emprise immédiate du parc .
- déficit de communication entre les différents acteurs intervenant dans la zone ;
- faible taux d'alphabétisation et faible niveau de formation .
- forte pression sur les ressources naturelles sous l'effet cumulé du braconnage, des feux de brousse, de l'exploitation et du surpâturage ;
- méconnaissance des limites du parc et celles de la périphérie ;
- rareté de la ressource eau
- manque de coordination entre les différentes structures de concertation dont le fonctionnement reste encore timide ;
- difficultés liées à l'appropriation des structures mises en place par les communautés rurales ;
- mauvaise maîtrise des textes en vigueur .
- enclavement de certaines zones .

▪ Par rapport à l'appropriation des mécanismes de développement par les populations riveraines

➤ *Sur le plan institutionnel*

- mise en place de cadres réglementaires ;
- renforcement des cadres existants..

➤ *Sur le plan organisationnel*

- articulation et renforcement des cadres de concertation et de coordination mis en place ;
- amélioration des capacités d'intervention des populations au travers de l'information, de l'éducation, de la communication, de la sensibilisation et de la formation ;
- harmonisation des approches ;
- mise en place d'une entente inter communautaire.

➤ *Sur le plan du développement économique et social*

- amélioration de l'accès aux infrastructures de base ;
- appui aux initiatives locales ;
- accroissement du niveau des revenus et de la productivité.

➤ *Sur le plan de la gestion durable des ressources naturelles*

- élaboration et mise en œuvre selon une démarche participative des plans locaux de développement et des plans d'aménagement et de gestion des terroirs ;
- intégration de la gestion des ressources en eau dans les plans locaux ;
- création d'une charte pour la gestion des ressources naturelles ;

- renforcement de l'éducation environnementale par la création des cases pilotes pour la prise en charge de cette préoccupation .

➤ *Sur le plan financier*

- renforcement de la micro-finance ;
- appui au financement des activités locales de développement ;
- création d'un fonds d'auto développement ;
- soutien de l'initiative privée.

▪ **De l'identification des conditions de mise en œuvre (stratégies et moyens)**

➤ *Du point de vue institutionnel*

- adaptation et traduction en langues nationales des textes régissant la gestion du parc et de sa périphérie ;
- amélioration des mécanismes de fonctionnement des cadres existants ;
- harmonisation des interventions des différents acteurs ;
- préparation de la relève institutionnelle des projets et programmes par les ARD et les CERP
- appui à l'élaboration des plans locaux au profit de toutes les communautés rurales limitrophes du parc.

➤ *Du point de vue des ressources humaines*

- capitalisation des interventions en termes de formation, d'organisation et d'expériences ;
- mise en place d'un programme de renforcement des capacités des acteurs ;
- dynamisation des cadres de concertation existants :
- valorisation des connaissances traditionnelles.

➤ *Du point de vue des ressources naturelles*

- élaboration des plans de gestion des terroirs villageois ;
- mise en œuvre des études portant sur l'accès et la disponibilité des ressources naturelles .

➤ *Du point de vue du cadre de vie*

- amélioration de l'accès aux infrastructures de base ;
- sécurisation des biens et des personnes ;
- promotion des activités culturelles et économiques.

➤ *Du point de vue des mécanismes financiers*

- soutien au développement du micro-crédit ;
- mobilisation des ressources extra budgétaires ;
- création des mécanismes de taxation imputable au secteur privé et dont les montants sont reversés aux populations ;
- harmonisation des interventions des bailleurs de fonds.

2-2 Résultats liés au thème portant sur le découpage spatial et organisation administrative du PNNK

▪ **Par rapport à l'identification des possibilités de zonage**

L'atelier a estimé que le zonage à envisager suppose de

- respecter autant que possible le découpage administratif ;
- réaliser un zonage économiquement rentable et permettant une gestion de proximité ;
- tenir compte du statut du parc comme réserve de biosphère et unité du complexe Niokolo-Badiar.

▪ **Par rapport à la pertinence et mécanisme de coordination administrative**

L'atelier a proposé un organigramme sur la base de 02 options.

La première consiste à découper le parc en 04 zones . Chaque zone étant elle-même subdivisée en secteurs et chaque secteur en postes de garde.

La seconde préconise de diviser le parc en 02 unités dont la gestion de chacune est animée par un responsable et la coordination assurée par un officier.

▪ **Par rapport à la mise en place de cadres de concertation**

Après avoir identifié tous les acteurs de cadre de concertation que sont : l'Etat, les collectivités locales, les populations, les partenaires au développement, le secteur privé, les ONG et les institutions de recherche, l'atelier a suggéré la création de 04 comités, à savoir :

- un comité d'orientation au niveau national composé du Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature, des représentants des ministères concernés par la gestion du parc et de sa périphérie et des partenaires au développement.

Ce comité devant se réunir au moins deux fois par an.

- un comité de pilotage au niveau régional présidé par le Gouverneur, et comprenant le Président du Conseil régional, les services techniques concernés, l'ARD et le COMZONE.

- un comité de gestion au niveau local qui comprend les autorités administratives, les collectivités locales, les partenaires au développement intervenant au niveau de la zone et les populations .

- un comité consultatif composé de chercheurs et de formateurs spécialisés.

▪ **Par rapport à la stratégie et aux moyens de mise en œuvre**

- renforcement des moyens humains, logistiques et financiers ;
- meilleure organisation de l'espace ;
- mise en œuvre des activités d'accompagnement ;
- réalisation des études approfondies pour mieux cerner l'état des ressources et leur dynamique d'évolution.

2-3 Résultats liés au thème relatif à l'émergence et l'implication du secteur privé dans la gestion du PNNK

▪ Des opportunités et limites

❖ Opportunités

- grande aptitude du secteur privé à assurer le marketing du potentiel touristique du parc ;
- possibilité d'entretenir une co-gestion d'une partie du parc en mettant à profit les expériences et les études nationales et internationales ;
- dynamisme du secteur privé tant international que national ;
- meilleure maîtrise du braconnage par une implication réelle et effective des populations locales ;
- impulsion d'une dynamique de développement durable à travers le développement des activités génératrices de revenus ;
- existence de groupes opérationnels dans la zone du parc ;
- amélioration et accroissement des potentialités touristiques par l'intermédiaire du secteur privé ;
- contribution à la réduction de la pauvreté .

❖ Limites

- statut du parc comme patrimoine mondial et réserve de la biosphère (UNESCO);
- faiblesse du niveau de formation et des capacités des populations en vue de la maîtrise des outils de gestion ;
- durée très limitée de la saison touristique et inaccessibilité du parc pendant la période des pluies ;
- éloignement du parc par rapport à Dakar et mauvais état des pistes et des infrastructures d'accueil ;

▪ **De l'identification des possibilités de partenariat avec la DPN et les populations locales**

Après avoir procédé à un recensement des partenaires potentiels que sont les hôteliers, les promoteurs du tourisme cynégétique et de vision, les chambres de commerce, d'agriculture et d'industrie, l'UNACOIS, les GIE, les associations villageoises et les sociétés autonomes, l'atelier a, ensuite, relevé les possibilités et les axes de partenariat suivants :

- gestion hôtelière ;
- tourisme intégré ;
- écotourisme ;
- comité de surveillance ;
- élevage de la faune sauvage ;
- appui à l'éducation environnementale ;
- reboisement ;
- gestion de l'espace .

▪ **De la stratégie et des moyens de mise en œuvre**

- établissement des critères de sélection des partenaires privés à travers des appels d'offres ;
- élaboration d'un cahier des charges entre les partenaires, la DPN et les populations locales ;
- mise en place d'une fiscalité préférentielle incitative ;
- préservation du potentiel écologique du parc par l'entremise d'un programme de travail annuel ;
- mise en place d'un comité scientifique d'orientation et de suivi de la promotion et de la gestion privée du parc ;
- création d'une structure de gestion dans laquelle siégeront les représentants des collectivités locales

- normalisation des conditions de participation des populations à la gestion et à la surveillance du parc ;
- recours autant que possible à la main d'œuvre locale ainsi qu'au savoir-faire endogène .

Au terme des discussions autour du thème soumis à son analyse, l'atelier a eu à formuler certaines recommandations dont les unes à l'adresse de l'Etat et les autres à celle des populations

➤ **Recommandations à l'adresse de l'Etat**

- assurer la propriété du patrimoine national ;
- contribuer à la mise en œuvre du plan d'aménagement et de gestion du parc ;
- mettre en place le budget de fonctionnement du parc ;
- garantir le développement de la recherche scientifique ;

➤ **Recommandations à l'adresse des populations**

- contribuer à la surveillance et à la protection du parc ;
- prendre une part active aux travaux d'aménagement du parc ;
- participer à la valorisation des potentialités touristiques du parc .

Dans la perspective d'une véritable implication du secteur privé dans la gestion du parc, la mise en œuvre, des recommandations ainsi formulées, permettra :

- de maintenir et conserver la diversité biologique du parc ;
- de développer le tourisme cynégétique et de vision dans les régions de Tamba et Kolda ;
- d'améliorer les conditions de vie des populations riveraines du parc :
- de réduire, voire juguler, les impacts négatifs du braconnage et de l'exploitation abusive des ressources du parc .

3- CONCLUSION

En procédant à la clôture des travaux, Monsieur le Ministre de l'Environnement et de la Protection de la Nature a tenu à préciser que l'Etat n'a jamais envisagé de se retirer de la gestion du parc, encore moins de procéder à sa privatisation.

Monsieur le Ministre de rappeler que le souci de l'Etat est de favoriser l'implication du secteur privé dans la gestion du parc dans la perspective d'une saine conservation et d'une meilleure valorisation de ses ressources à des fins touristiques tout en restant dans le cadre des engagements souscrits à travers les différentes conventions ratifiées par le Sénégal.

Monsieur le Ministre a aussi insisté sur le fait que l'Etat sera toujours présent dans la gestion du parc et continuera à assumer ses fonctions régaliennes de protection et de surveillance de ce grand sanctuaire de la diversité biologique.

Avant de déclarer closes les journées de réflexion sur le devenir du parc National du Niokolo-Koba, Monsieur le Ministre a adressé ses sympathiques remerciements à tous les participants et s'est félicité de la qualité des résultats obtenus.

Le dernier mot de Monsieur le Ministre a été de rassurer que les conclusions issues de cette rencontre seront soumises à l'appréciation de Monsieur le Président de la République et à celle du Premier Ministre en vue des dispositions pratiques à prendre.